

37 (1953) No. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1953 No. 128

A. TITEL

*Statuut van de Intergouvernementele Commissie
voor Europese Migratie, met Bijlage;
Venetië, 19 October 1953*

ACTE CONSTITUTIF**Préambule**

Les Gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes,

Réaffirmant

les principes formulés dans la résolution adoptée le 5 décembre 1951 par la Conférence des migrations de Bruxelles et annexée au présent document;

Reconnaissant

que, pour accroître l'émigration européenne et permettre un accomplissement harmonieux des mouvements migratoires, et notamment pour assurer la réinstallation des émigrants dans des conditions favorables leur permettant de s'intégrer rapidement dans la vie économique et sociale de leur pays d'adoption, il est souvent nécessaire de pouvoir disposer de services spéciaux de migrations;

qu'un financement international de l'émigration européenne peut non seulement contribuer à la solution du problème démographique en Europe mais peut également stimuler la création de nouvelles activités économiques dans les pays qui manquent de main-d'oeuvre;

que le transport des émigrants doit être assuré, dans toute la mesure du possible, par les services maritimes et aériens réguliers, mais que, de temps à autre, des facilités supplémentaires de transport se révèlent nécessaires;

qu'il importe de développer la collaboration des gouvernements et des organisations internationales en vue de l'émigration des personnes qui désirent partir pour des pays d'outre-mer où elles pourront, par un travail utile, subvenir à leurs besoins et mener avec leurs familles une existence digne, dans le respect de la personnalité humaine, contribuant ainsi pour leur part à faire régner la paix et l'ordre dans le monde;

Établissent

le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (ci-après dénommé le Comité) comme organisation non permanente et

Acceptent le présent Acte constitutif.

CONSTITUTION

Preamble

The Governments Members of the Intergovernmental Committee for European Migration,

Reaffirming

the principles embodied in the Resolution adopted on 5 December 1951 by the Migration Conference in Brussels and annexed hereto;

Recognizing

that the furnishing of special migration services is often needed in order to increase the volume of European emigration and to ensure the smooth accomplishment of migratory movements and, in particular, the settlement of the migrants under the most favourable conditions for their quick integration into the economic and social life of their countries of adoption;

that international financing of European emigration would not only contribute to solving the problem of population in Europe, but may also stimulate the creation of new economic opportunities in countries lacking manpower;

that the movement of migrants should as far as possible be effected by the normal shipping and air transport services but that, from time to time, there is evidence of a need for additional transport facilities;

that there is need to promote the co-operation of Governments and international organizations with a view to the emigration of persons who desire to emigrate to overseas countries where they may achieve self-dependence through useful employment and live with their families in dignity and self-respect, doing their part to contribute to peace and order in the world;

Do hereby establish

the Intergovernmental Committee for European Migration (hereinafter called the Committee) as a non-permanent organization and

Accept this Constitution.

CHAPITRE I

Objectifs et fonctions

Article 1

1. Les objectifs et les fonctions du Comité sont:

a) de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le transport des émigrants pour lesquels les facilités existantes sont insuffisantes et qui, autrement, ne pourraient partir, de pays européens à population excédentaire vers des pays d'outre-mer où l'immigration peut s'effectuer dans des conditions normales;

b) d'accroître l'émigration européenne en assurant, sur la demande des gouvernements intéressés et en accord avec eux, les services indispensables au bon fonctionnement des opérations de préparation, d'accueil, de placement initial et d'établissement des émigrants que d'autres organisations internationales ne seraient pas en mesure de fournir, ainsi que telle assistance pour les mêmes fins qui serait conforme aux objectifs poursuivis par le Comité.

2. Le Comité reconnaît que les critères d'admission et le nombre des immigrants à admettre sont des questions qui relèvent de la compétence nationale des Etats; dans l'accomplissement de ses fonctions, il se conformera aux lois et règlements ainsi qu'à la politique des pays d'émigration et d'immigration intéressés.

3. Le Comité s'occupera de l'émigration des réfugiés pour lesquels des arrangements pourront être faits entre le Comité et les gouvernements des pays intéressés, y compris ceux qui s'engagent à les accueillir.

CHAPITRE II

Membres

Article 2

Sont membres du Comité:

a) les gouvernements qui, étant membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, ont accepté le présent Acte constitutif suivant l'article 33 ou auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 34;

b) les autres gouvernements qui ont fourni la preuve de l'intérêt qu'ils portent au principe de la libre circulation des personnes et qui s'engagent au moins à apporter aux dépenses d'administration une contribution financière dont le montant sera convenu entre le Conseil et le gouvernement intéressé, sous réserve d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers et de leur acceptation du présent Acte constitutif.

CHAPTER I

Purpose and functions

Article 1

1. The purpose and functions of the Committee shall be:

(a) to make arrangements for the transport of migrants, for whom existing facilities are inadequate and who could not otherwise be moved, from European countries having surplus population to countries overseas which offer opportunities for orderly immigration;

(b) to promote the increase of the volume of migration from Europe by providing, at the request of and in agreement with the Governments concerned, services in the processing, reception, first placement and settlement of migrants which other international organizations are not in a position to supply, and such other assistance to this purpose as is in accord with the aims of the Committee.

2. The Committee shall recognize the fact that control of standards of admission and the number of immigrants to be admitted are matters within the domestic jurisdiction of States, and, in carrying out its functions, shall conform to the laws, regulations, and policies of the emigration and immigration countries concerned.

3. The Committee shall be concerned with the migration of refugees for whom arrangements may be made between the Committee and the Governments of the countries concerned, including those undertaking to receive them.

CHAPTER II

Membership

Article 2

The Members of the Committee shall be:

(a) the Governments being Members of the Intergovernmental Committee for European Migration which have accepted this Constitution according to Article 33, or to which the terms of Article 34 apply;

(b) other Governments with a demonstrated interest in the principle of the free movement of persons which undertake to make a financial contribution at least to the administrative requirements of the Committee, the amount of which will be agreed to by the Council and by the Government concerned, subject to a two-thirds majority vote of the Council and upon acceptance by the Government of this Constitution.

Article 3

Tout membre peut notifier son retrait du Comité pour la fin d'un exercice annuel. Cette notification doit être donnée par écrit et parvenir au Directeur du Comité quatre mois au moins avant la fin de l'exercice. Les obligations financières vis-à-vis du Comité d'un membre qui aurait notifié son retrait s'appliqueront à la totalité de l'exercice au cours duquel la notification aura été donnée.

Article 4

Tout membre peut, par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, perdre la qualité de membre si, pendant deux exercices consécutifs, il ne remplit pas ses obligations financières à l'égard du Comité ou s'il contrevient de manière persistante aux principes énoncés dans le présent Acte constitutif.

CHAPITRE III

Organes

Article 5

Les organes du Comité sont:

- a) le Conseil,
- b) le Comité exécutif,
- c) l'Administration.

CHAPITRE IV

Conseil

Article 6

Les fonctions du Conseil, outre celles qui sont indiquées dans d'autres dispositions du présent Acte constitutif, consistent à:

- a) arrêter la politique du Comité;
- b) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Comité exécutif;
- c) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Directeur;
- d) étudier et approuver le budget, le plan de dépenses et les comptes du Comité;
- e) prendre toutes autres mesures en vue d'atteindre les objectifs du Comité.

Article 7

1. Le Conseil est composé des représentants des gouvernements membres.

Article 3

Any Member may give notice of withdrawal from the Committee effective at the end of a financial year. Such notice must be in writing and must reach the Director of the Committee at least four months before the end of the financial year. The financial obligations to the Committee of a Member which has given notice of withdrawal shall include the entire financial year in which the notice is given.

Article 4

Any Member may be disqualified from membership by a two-thirds majority vote of the Council, if it fails to meet its financial obligations to the Committee for two consecutive financial years or if it persistently violates the principles contained in this Constitution.

CHAPTER III

Organs

Article 5

There are established as the organs of the Committee:

- (a) the Council;
- (b) the Executive Committee;
- (c) the Administration.

CHAPTER IV

Council

Article 6

The functions of the Council, in addition to those mentioned in other provisions of this Constitution, shall be:

- (a) to determine the policies of the Committee;
- (b) to review the reports and to approve and direct the activities of the Executive Committee;
- (c) to review the reports and to approve and direct the activities of the Director;
- (d) to review and approve the budget, the plan of expenditure and the accounts of the Committee;
- (e) to take any other appropriate action to further the purpose of the Committee.

Article 7

1. The Council shall be composed of representatives of the Member Governments.

2. Chaque gouvernement membre désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.

3. Chaque gouvernement membre dispose d'une voix au Conseil.

Article 8

1. Le Conseil se réunit normalement deux fois par an aux dates fixées par lui, à moins que les deux tiers de ses membres ne décident qu'une seule session suffit au cours d'une année donnée.

2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire sur la demande:

- a) du tiers de ses membres,
- b) du Comité exécutif,
- c) du Directeur, en cas d'urgence.

3. Au début de chaque session, le Conseil élit un président et les autres membres du bureau.

Article 9

Le Conseil peut créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 10

Le Conseil adopte son propre règlement.

CHAPITRE V

Comité exécutif

Article 11

Les fonctions du Comité exécutif consistent à:

a) préparer les sessions du Conseil en étudiant les rapports annuels du Directeur ainsi que tous rapports spéciaux;

b) étudier toutes les questions d'ordre financier et budgétaire qui relèvent de la compétence du Conseil et adresser au Conseil ses recommandations à ce sujet;

c) étudier les questions particulières qui lui sont soumises par le Conseil et lui adresser ses recommandations;

d) conseiller le Directeur sur les questions que celui-ci pourrait lui soumettre;

e) examiner les affaires qui lui sont soumises spécialement par le Conseil et prendre à leur sujet les mesures qui paraîtraient nécessaires;

f) prendre, dans des circonstances exceptionnelles, entre les sessions du Conseil, toutes décisions urgentes sur les questions relevant de la compétence du Conseil, lequel soumettra ces décisions à un nouvel examen lors de sa session suivante.

2. Each Member Government shall have one representative and such alternates and advisers as it may deem necessary.
3. Each Member Government shall have one vote in the Council.

Article 8

1. The Council shall normally meet twice a year, at such times as shall be determined by it, unless two-thirds of its Members decide that only one session is necessary in any given year.
2. The Council shall meet in special session at the request of:
 - (a) one-third of its Members;
 - (b) the Executive Committee;
 - (c) the Director, in urgent circumstances.
3. The Council shall elect a Chairman and other officers at the beginning of each session.

Article 9

The Council may set up such Sub-Committees as may be required for the proper discharge of its functions.

Article 10

The Council shall adopt its own rules of procedure.

CHAPTER V

Executive Committee

Article 11

- The functions of the Executive Committee shall be:
- (a) to prepare the sessions of the Council, by studying the annual reports of the Director and all special reports;
 - (b) to study all financial and budgetary questions falling within the competence of the Council, and to transmit its recommendations thereon to the Council;
 - (c) to study any specific questions referred to it by the Council, and to transmit its recommendations thereon to the Council;
 - (d) to advise the Director on any matters which he may refer to it;
 - (e) to consider any matter specifically referred to it by the Council, and to take such action as may be deemed necessary thereon;
 - (f) to make, in exceptional circumstances between sessions of the Council, any emergency decisions on matters falling within the competence of the Council, which shall be reviewed by that body at its next following session.

Article 12

1. Le Comité exécutif est composé des représentants de neuf gouvernements membres.
2. Ces gouvernements membres sont élus par le Conseil pour un an et sont rééligibles.
3. Chaque membre du Comité exécutif désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.
4. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

Article 13

1. Le Comité exécutif se réunit régulièrement avant chaque session du Conseil.
2. Il peut se réunir en session extraordinaire sur la demande de son président ou du Directeur après consultation du président du Conseil, ou encore de la majorité des membres du Comité exécutif.
3. Le Comité exécutif choisit parmi ses membres un président et un vice-président dont le mandat est d'une année.

Article 14

Le Comité exécutif adopte son propre règlement.

CHAPITRE VI

Administration

Article 15

L'Administration comprend un Directeur, un Directeur adjoint ainsi que le personnel fixé par le Conseil.

Article 16

1. Le Directeur et le Directeur adjoint sont nommés par le Conseil à la majorité des deux tiers; ils remplissent leurs fonctions aux termes de contrats approuvés par le Conseil et signés, au nom du Comité, par le président du Conseil.
2. Le Directeur est responsable devant le Conseil et le Comité exécutif. Il administre et dirige les services du Comité, conformément au présent Acte constitutif, à la politique générale et aux décisions du Conseil et du Comité exécutif ainsi qu'aux règlements adoptés par eux. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par le Conseil.

Article 17

Le Directeur nomme le personnel de l'Administration conformément au règlement du personnel adopté par le Conseil.

Article 12

1. The Executive Committee shall be composed of the representatives of nine Member Governments.
2. These Member Governments shall be elected by the Council for one year and shall be eligible for re-election.
3. Each Member of the Executive Committee shall have one representative and such alternates and advisers as it may deem necessary.
4. Each Member of the Executive Committee shall have one vote.

Article 13

1. The Executive Committee shall meet regularly before each session of the Council.
2. A special session of the Executive Committee may be called at the request of its Chairman, of the Director after consultation with the Chairman of the Council, or of a majority of the Members of the Executive Committee.
3. The Executive Committee shall elect a Chairman and a Vice-Chairman from among its Members for one year term.

Article 14

The Executive Committee shall adopt its own rules of procedure.

CHAPTER VI

Administration

Article 15

The Administration shall comprise a Director, a Deputy Director and such staff as the Council may determine.

Article 16

1. The Director and the Deputy Director shall be appointed by a two-thirds majority vote of the Council and shall serve under contracts approved by the Council, which shall be signed on behalf of the Committee by the Chairman of the Council.
2. The Director shall be responsible to the Council and the Executive Committee. He shall discharge the administrative and executive functions of the Committee in accordance with this Constitution and the policies and decisions of the Council and the Executive Committee and the rules and regulations established by them. He shall formulate proposals for appropriate action by the Council.

Article 17

The Director shall appoint the staff of the Administration in accordance with the staff regulations adopted by the Council.

Article 18

1. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur, le Directeur adjoint et le personnel ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure au Comité. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

2. Chaque gouvernement membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur, du Directeur adjoint et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

3. Pour le recrutement et l'emploi du personnel, les capacités, la compétence et les qualités d'intégrité doivent être considérées comme des conditions primordiales; sauf circonstances spéciales, le personnel doit être recruté parmi les ressortissants des pays dont les gouvernements sont membres du Comité, en tenant compte, autant que possible, de leur répartition géographique.

Article 19

Le Directeur assiste, ou se fait représenter par le Directeur adjoint ou un autre fonctionnaire désigné par lui, à toutes les sessions du Conseil, du Comité exécutif et des sous-comités. Le Directeur, ou son représentant, peut prendre part aux débats, sans droit de vote.

Article 20

Lors de la première session ordinaire qui suit la fin de chaque exercice annuel, le Directeur présente au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un rapport sur les travaux du Comité, donnant un compte rendu complet de ses activités au cours de l'année écoulée.

CHAPITRE VII

Siège

Article 21

1. Le Comité a son siège à Genève. Le Conseil peut décider, par un vote à la majorité des deux tiers, de transférer le siège dans un autre lieu.

2. Les réunions du Conseil et du Comité exécutif ont lieu au siège du Comité, à moins que les deux tiers des membres du Conseil ou, respectivement, du Comité exécutif n'aient décidé de se réunir ailleurs.

CHAPITRE VIII

Finances

Article 22

Le Directeur soumet au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un budget annuel comprenant les dépenses d'administration et

Article 18

1. In the performance of their duties the Director, the Deputy Director and the staff shall neither seek nor receive instructions from any Government or from any authority external to the Committee. They shall refrain from any action which might reflect on their position as international officials.

2. Each Member Government undertakes to respect the exclusively international character of the responsibilities of the Director, the Deputy Director and the staff and not to seek to influence them in the discharge of their responsibilities.

3. Efficiency, competence and integrity shall be the necessary considerations in the recruitment and employment of the staff which, except in special circumstances, shall be recruited among the nationals of countries whose Governments are Members of the Committee, taking into account, as far as possible, their geographical distribution.

Article 19

The Director shall be present, or be represented by the Deputy Director or another official designated by him, at all sessions of the Council, the Executive Committee and any Sub-Committees. He or his representative may participate in the discussions but shall have no vote.

Article 20

At the regular session of the Council next following the end of each financial year, the Director shall make to the Council, through the Executive Committee, a report on the work of the Committee, giving a full account of its activities during that year.

CHAPTER VII

Headquarters

Article 21

1. The Committee shall have its Headquarters in Geneva. The Council may, by a two-thirds majority vote, change its location.

2. The meetings of the Council and the Executive Committee shall be held at Headquarters, unless two-thirds of the Members of the Council or the Executive Committee respectively have agreed to meet elsewhere.

CHAPTER VIII

Finance

Article 22

The Director shall submit to the Council, through the Executive Committee, an annual budget covering the administrative and oper-

d'opérations et les recettes prévues, des prévisions supplémentaires en cas de besoin et les comptes annuels ou spéciaux du Comité.

Article 23

1. Les ressources nécessaires aux dépenses du Comité sont constituées:

a) en ce qui regard la partie administrative du budget, par les contributions en espèces des gouvernements membres;

b) en ce qui regarde la partie du budget relative aux opérations, par les contributions en espèces ou sous forme de services des gouvernements membres, d'autres gouvernements, d'organisations ou de personnes privées.

Les versements seront effectués sans retard et intégralement avant la fin de l'exercice auquel ils se rapportent.

2. Tout gouvernement membre doit verser une contribution aux dépenses d'administration, dont le montant sera convenu entre le Conseil et le gouvernement membre intéressé.

3. Les contributions aux dépenses d'opérations du Comité sont facultatives et tout participant au fonds d'opérations peut fixer les conditions d'emploi de sa contribution.

4. *a)* Toutes les dépenses d'administration au siège central et toutes les autres dépenses administratives, sauf celles qui sont effectuées en vue des objectifs mentionnés au paragraphe 1 *b)* de l'article 1 seront imputées sur la partie administrative du budget;

b) Toutes les dépenses d'opérations ainsi que les dépenses administratives effectuées en vue des objectifs mentionnés au paragraphe 1 *b)* de l'article 1 seront imputées sur la partie du budget relative aux opérations.

5. Le Comité veillera à ce que la gestion administrative soit assurée d'une manière efficace et économique.

Article 24

Un règlement financier est établi par le Conseil.

CHAPITRE IX

Statut juridique

Article 25

Le Comité possède la personnalité juridique et jouira de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, en particulier de la capacité, selon les lois du territoire: *a)* de contracter; *b)* d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en

ational requirements and the anticipated resources of the Committee, such supplementary estimates as may be required and the annual or special accounting statements of the Committee.

Article 23

1. The requirements of the Committee shall be financed:

(a) as to the administrative part of the budget, by cash contributions from Member Governments;

(b) as to the operational part of the budget, by contributions in cash or services from Member Governments, other Governments, organizations or individuals.

Payments shall be made promptly, and in full prior to the expiration of the financial year for which the contribution is required.

2. Every Member Government shall be required to contribute to the administrative expenditure of the Committee in an amount agreed to by the Council and by the Member Government concerned.

3. Contributions to the operational expenditure of the Committee shall be voluntary and any contributor to the operating fund may stipulate the terms and conditions under which its contribution may be used.

4. (a) All Headquarters administrative expenditure and all other administrative expenditure except that incurred in pursuance of the objectives outlined in paragraph 1 (b) of Article 1 shall be attributed to the administrative part of the budget;

(b) All operational expenditure and such administrative expenditure as is incurred in pursuance of the objectives outlined in paragraph 1 (b) of Article 1 shall be attributed to the operational part of the budget.

5. The Committee shall ensure that its administration is conducted in an efficient and economical manner.

Article 24

The financial regulations shall be established by the Council.

CHAPTER IX

Legal status

Article 25

The Committee shall possess full juridical personality and enjoy such legal capacity as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purpose, and in particular the capacity, in accordance with the laws of the territory: (a) to contract;

disposer; c) de recevoir et de dépenser des fonds publics et privés; d) d'ester en justice.

Article 26

1. Le Comité jouira, sous réserve d'accords conclus avec les gouvernements intéressés, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

2. Les représentants des gouvernements membres, le Directeur, le Directeur adjoint et le personnel de l'Administration, jouiront également, sous réserve d'accords conclus avec les gouvernements intéressés, des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice de leurs fonctions en rapport avec le Comité.

CHAPITRE X

Relations avec d'autres organisations

Article 27

1. Le Comité collabore avec les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, qui s'occupent de migrations ou de réfugiés.

2. Le Comité peut inviter toute organisation internationale, gouvernementale ou non gouvernementale, qui s'occupe de migrations ou de réfugiés à se faire représenter aux réunions du Conseil, dans les conditions prescrites par ce dernier. Les représentants de ces organisations n'auront pas le droit de vote.

CHAPITRE XI

Dispositions diverses

Article 28

1. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans le présent Acte constitutif ou dans les règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif, toutes les décisions du Conseil, du Comité exécutif et de tous les sous-comités sont prises à la majorité simple.

2. Les majorités prévues par les dispositions du présent Acte constitutif ou des règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif s'entendent des membres présents et votants.

3. Un vote n'est valable que si la majorité des membres du Conseil, du Comité exécutif ou du sous-comité intéressé est présente.

Article 29

1. Les textes des amendements proposés au présent Acte constitutif seront communiqués par le Directeur aux gouvernements

(b) to acquire and dispose of immovable and movable property; (c) to receive and disburse private and public funds; (d) to institute legal proceedings.

Article 26

1. The Committee shall enjoy, subject to agreements with the Governments concerned, such privileges and immunities as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purpose.

2. Representatives of Member Governments, the Director, the Deputy Director and the staff of the Administration shall likewise, subject to agreements with the Governments concerned, enjoy such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions in connection with the Committee.

CHAPTER X

Relations with other organizations

Article 27

1. The Committee shall co-operate with international organizations, governmental and non-governmental, concerned with migration or refugees.

2. The Committee may invite any international organization, governmental or non-governmental, concerned with migration or refugees to be represented at the meetings of the Council under conditions prescribed by the Council. No representative of such an organization shall have the right to vote.

CHAPTER XI

Miscellaneous provisions

Article 28

1. Except as otherwise expressly provided in this Constitution or rules made by the Council or the Executive Committee, all decisions of the Council, the Executive Committee and all Sub-Committees shall be taken by a simple majority vote.

2. Majorities provided for in this Constitution or rules made by the Council or the Executive Committee shall refer to Members present and voting.

3. No vote shall be valid unless a majority of the Members of the Council, the Executive Committee or the Sub-Committees concerned are present.

Article 29

1. Texts of proposed amendments to this Constitution shall be communicated by the Director to Member Governments at least

membres trois mois au moins avant qu'ils soient examinés par le Conseil.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été adoptés par les deux tiers des membres du Conseil et acceptés par les deux tiers des gouvernements membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, étant entendu, toutefois, que les amendements entraînant de nouvelles obligations pour les membres n'entreront en vigueur pour chacun d'eux que lorsqu'ils auront été acceptés par lui.

Article 30

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Acte constitutif qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, sera déféré à la Cour internationale de Justice conformément au Statut de ladite Cour, à moins que les gouvernements membres intéressés ne conviennent d'un autre mode de règlement dans un délai raisonnable.

Article 31

Sous réserve de l'approbation des deux tiers des membres du Conseil, le Comité peut reprendre de toute autre organisation ou institution internationale dont les objectifs et activités ressortissent à son domaine, les activités, ressources et obligations qui pourraient être fixées par un accord international ou un arrangement convenu entre les autorités compétentes des organisations respectives.

Article 32

Le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des trois quarts, prononcer la dissolution du Comité.

Article 33

Le présent Acte constitutif entrera en vigueur, pour les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui l'auront accepté, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, le jour de la première réunion dudit Comité après que:

- a) les deux tiers au moins des membres du Comité et
 - b) un nombre de membres versant au moins 75 % des contributions à la partie administrative du budget
- auront notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte.

Article 34

Les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui, à la date d'entrée en vigueur du

three months in advance of their consideration by the Council.

2. Amendments shall come into force when adopted by two-thirds of the Members of the Council and accepted by two-thirds of the Member Governments in accordance with their respective constitutional processes, provided, however, that amendments involving new obligations for Members shall come into force in respect of each Member only on acceptance by it.

Article 30

Any dispute concerning the interpretation or application of this Constitution which is not settled by negotiation or by a two-thirds majority vote of the Council shall be referred to the International Court of Justice in conformity with the Statute of the Court, unless the Member Governments concerned agree on another mode of settlement within a reasonable period of time.

Article 31

Subject to approval by two-thirds of the Members of the Council, the Committee may take over from any other international organization or agency the purposes and activities of which lie within the purpose of the Committee such activities, resources and obligations as may be determined by international agreement or by mutually acceptable arrangements entered into between the competent authorities of the respective organizations.

Article 32

The Council may, by a three-quarters majority vote, decide to dissolve the Committee.

Article 33

This Constitution shall come into force, for those Governments Members of the Intergovernmental Committee for European Migration which have accepted it in accordance with their respective constitutional processes, on the day of the first meeting of that Committee after:

- (a) at least two-thirds of the Members of the Committee, and
 - (b) a number of Members whose contributions represent at least 75 per cent. of the administrative part of the budget,
- shall have communicated to the Director their acceptance of this Constitution.

Article 34

Those Governments Members of the Intergovernmental Committee for European Migration which have not by the date of coming into

présent Acte constitutif, n'auront pas notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte, peuvent rester membres du Comité pendant une année à partir de cette date, s'ils apportent une contribution aux dépenses d'administration du Comité conformément aux termes du paragraphe 2 de l'article 23; ils conservent pendant cette période le droit d'accepter l'Acte constitutif.

Article 35

Les textes français, anglais et espagnol du présent Acte constitutif sont considérés comme également authentiques.

ANNEXE

Résolution ¹⁾ visant la création d'un Comité intergouvernemental provisoire des mouvements migratoires d'Europe

Les Gouvernements, qui adoptent la présente résolution,
Considérant

qu'il existe dans certains pays d'Europe un problème créé par les populations excédentaires et les réfugiés, tandis que certains pays d'outre-mer pourraient absorber un accroissement méthodique de population;

que ce problème constitue par son ampleur un sérieux obstacle à la viabilité économique et à la coopération européennes;

que si l'amélioration générale des conditions économiques et un accroissement de la productivité, en augmentant les possibilités d'emploi et d'installation en Europe et en facilitant les mouvements inter-européens, peuvent apporter une contribution très importante à la solution de ce problème, un accroissement de l'émigration européenne vers les pays d'outre-mer n'en apparaît pas moins comme un autre facteur nécessaire;

qu'il existe un rapport étroit entre le problème du développement économique et celui de l'immigration;

qu'un financement international de l'émigration européenne non seulement contribuera à la solution du problème démographique en Europe mais aussi stimulera la création de nouvelles activités économiques dans les pays qui manquent de main-d'oeuvre;

que, si l'assistance technique peut faciliter la solution des difficultés économiques des pays insuffisamment développés, le développement de toutes les possibilités actuelles ou virtuelles d'immigration dans ces pays constitue également un facteur important pour la solution de ces difficultés;

que les mouvements migratoires actuels ne suffisent ni à apporter aux pays d'émigration l'allègement dont ils ont besoin ni à permettre la pleine utilisation de toutes les possibilités offertes par les pays d'immigration;

¹⁾ d.d. 5 December 1951.

force of this Constitution communicated to the Director their acceptance of this Constitution may remain Members of the Committee for a period of one year from that date if they contribute to the administrative requirements of the Committee in accordance with paragraph 2 of Article 23, and they shall retain during that period the right to accept the Constitution.

Article 35

The English, French and Spanish texts of this Constitution shall be regarded as equally authentic.

ANNEX

Resolution ¹⁾ to establish a Provisional Intergovernmental Committee for the Movement of Migrants from Europe

The Governments adopting this resolution

Recognize

that there exists a problem of surplus population and refugees in certain countries of Europe, while certain overseas countries offer opportunities for the orderly absorption of additional population;

that the problem is of such magnitude as to present a serious obstacle to economic viability and co-operation in Europe;

that, whereas a general improvement in economic conditions and increased production would provide increased possibilities for employment and settlement in Europe and, by facilitating intra-European migration, would offer a very important contribution to the solution of the problem, an increase in European emigration to countries overseas nevertheless remains another necessary element;

that a close relationship exists between economic development and immigration;

that international financing of European emigration should contribute not only to solving the problem of population in Europe, but also stimulate the creation of new economic opportunities in countries lacking manpower;

that, while technical assistance may make an important contribution to the solution of the economic problems of the underdeveloped countries, the development of all existing or potential possibilities of immigration into these countries also constitutes an important factor for the solution of these problems;

that the present volume of migration is insufficient to meet the needs of emigration countries or to allow full use of the possibilities offered by immigration countries;

¹⁾ d.d. 5 December 1951.

qu'il y a intérêt à ce que les organisations internationales poursuivent leur activité dans tous les domaines de la migration qui sont de leur compétence;

que la mise de facilités pour le transport à la disposition des émigrants qui, autrement, ne pourraient partir, peut apporter une contribution importante à l'accroissement de l'émigration;

que, bien que le transport des émigrants doive être assuré, dans toute la mesure du possible, par les services maritimes et aériens réguliers, une coordination dans ce domaine est indispensable afin de permettre effectivement le transport par ces services du plus grand nombre possible d'émigrants et afin que les moyens actuellement à la disposition de l'OIR puissent être utilisés dans la mesure nécessaire pour assurer un mouvement accru d'émigrants;

qu'il y a lieu de prendre des mesures pour mettre des facilités de transport à la disposition des réfugiés qui désirent en profiter et qui ont la possibilité d'émigrer de pays surpeuplés;

qu'il est par conséquent nécessaire que des accords intergouvernementaux soient conclus entre les gouvernements démocratiques qui adoptent ou pourront par la suite adopter la présente résolution, afin de faciliter l'émigration des personnes qui sont attachées aux principes professés par ces gouvernements et qui désirent partir pour des pays d'outre-mer où leurs services pourront être utilisés dans des conditions d'existence et d'emploi conformes aux normes internationales, dans le plein respect des droits reconnus à la personne humaine;

Convientent de ce qui suit:

(1) Il est constitué un „Comité intergouvernemental provisoire des mouvements migratoires d'Europe”;

(2) Le Comité aura pour mission de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le transport des émigrants pour lesquels les facilités existantes sont insuffisantes et qui, autrement, ne pourraient partir, de certains pays à population excédentaire vers des pays d'outre-mer qui offrent des possibilités d'immigration méthodique, dans le cadre de la politique adoptée à cet égard par les pays intéressés;

(3) Le Comité aura pour fonctions:

(a) de fournir et d'organiser, selon les besoins, les transports terrestres, maritimes et aériens;

(b) d'assumer la responsabilité de l'affrètement des navires utilisés sous l'égide de l'OIR, dans la mesure où cela sera nécessaire;

(c) d'établir un programme coordonné de transports maritimes en utilisant, dans toute la mesure possible, les ressources des lignes commerciales, ainsi que les navires affrétés et transférés de l'OIR, afin d'assurer ceux des mouvements pour lesquels les services commerciaux sont insuffisants;

that there is need for the pursuit by the appropriate international agencies of all migration activities falling within their respective fields;

that the provision of facilities for the transport of migrants who could not otherwise be moved without such facilities can make an important contribution to increased migration;

that, although the movement of migrants should as far as possible be effected by the normal commercial shipping and air transport services, co-ordination in this field is necessary in order to enable the movement of the largest possible number of migrants by those services, and furthermore to ensure that the I.R.O.'s present shipping facilities are applied to the extent necessary to secure an additional movement of migrants;

that steps should be taken to provide transport facilities for such refugees as may desire and have the opportunity to emigrate from overpopulated countries; and

that, consequently, provisional intergovernmental arrangements between the democratic governments which adopt or may hereafter adopt this resolution are necessary in order to move persons who are attached to the principles to which these governments subscribe and who desire to emigrate to overseas countries where their services can be utilized in conformity with generally accepted international standards of employment and living conditions, with full respect for human rights;

and

Agree

(1) to constitute a „Provisional Intergovernmental Committee for the Movement of Migrants from Europe“;

(2) that the purpose of the Committee will be to make arrangements for the transport of migrants, for whom existing facilities are inadequate and who could not otherwise be moved, from certain European countries having surplus population to countries overseas which offer opportunities for orderly immigration, consistent with the policies of the countries concerned;

(3) that the terms of reference of the Committee will be:

(a) to provide and arrange for land, sea and air transportation, as required;

(b) to assume responsibility for the charter of such ships operated under the auspices of the I.R.O. as may be required;

(c) to co-ordinate a shipping programme utilizing commercial shipping facilities to the maximum extent possible and the chartered ships transferred from the I.R.O. to secure those movements for which commercial facilities are inadequate;

(d) de prendre toutes mesures directement en rapport avec les fins susmentionnées, compte tenu des services nationaux et internationaux disponibles;

(e) de prendre toutes autres mesures nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter de ses fonctions, telles qu'elles sont définies ci-dessus;

(4) Parmi les migrants dont s'occupera le Comité, sont compris les réfugiés et les néo-réfugiés dont l'émigration pourra faire l'objet d'arrangements entre le Comité et le gouvernement du pays qui leur donne asile;

(5) Pourront faire partie du Comité les gouvernements qui ont fourni la preuve de l'intérêt qu'ils portent au principe de la libre circulation des personnes et qui s'engagent, sous réserve de l'approbation de leurs autorités gouvernementales, à apporter une contribution financière dont le montant sera convenu entre le Comité et le gouvernement dont il s'agit;

(6) Le Comité élira son Bureau, établira son règlement, créera les sous-comités qu'il jugera utiles (notamment un sous-comité intergouvernemental pour la coordination des transports) et exercera les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

(7) Il établira un plan d'activité, un budget et un plan de dépenses et fixera les conditions d'emploi des fonds dont il disposera, conformément aux principes suivants:

(a) chaque pays d'immigration restera libre de fixer ses critères d'admission ainsi que le nombre d'immigrants qu'il accueillera;

(b) le Comité ne fournira que les services indispensables au déplacement des émigrants qui, sans cette aide, n'auraient pas la possibilité de partir;

(c) il veillera à ce que la gestion administrative soit assurée d'une manière efficace et économique;

(d) tout gouvernement membre qui aura versé une contribution au fonds d'opérations pourra fixer les conditions d'emploi de cette contribution;

(8) Le Comité nommera un Directeur responsable par devers lui;

(9) Il confèrera au Directeur les pouvoirs nécessaires pour lui permettre de s'acquitter des fonctions qu'il lui aura confiées;

(10) Le Comité examinera sans retard la question des relations à établir avec les organisations internationales, non gouvernementales et bénévoles qui s'occupent des questions de migration et de réfugiés;

(11) Le Comité examinera s'il doit prolonger son existence au delà d'une période de douze mois.

(d) to take such actions as may be directly related to these ends, taking account of such national and international services as are available;

(e) to take such other actions as will be necessary and appropriate to discharge the foregoing functions;

(4) that among the migrants with whom the Committee will be concerned are included refugees and new refugees for whose migration arrangements may be made between the Committee and the governments of the countries affording asylum;

(5) that membership in the Committee will be open to governments with a demonstrated interest in the principle of the free movement of persons and which undertake, subject to approval by the proper governmental authorities, to make a financial contribution to the Committee, the amount of which will be agreed to by the Committee and by the government concerned;

(6) that the Committee will elect its own officers, establish its Rules of Procedure, establish such sub-committees as it may decide (including an intergovernmental sub-committee on the co-ordination of transport), and exercise the powers required to carry out its purpose;

(7) that the Committee will agree to a plan of operations, a budget, a plan of expenditure and the terms and conditions under which available funds shall be spent, in accordance with the following principles:

(a) each country of reception will retain control of standards of admission and the number of immigrants to be admitted;

(b) only those services will be undertaken by the Committee which are essential to the movement of migrants who could not otherwise be moved;

(c) the Committee will ensure that its administration is conducted in an efficient and economical manner;

(d) any Member Government making a contribution to the operating fund will be able to stipulate the terms and conditions under which that contribution can be used;

(8) that the Committee will appoint a Director responsible to the Committee;

(9) that the Committee shall vest the Director with the powers necessary to carry out the responsibilities entrusted to him by the Committee;

(10) that the Committee will give early consideration to the question of the relations to be established with international, non-governmental and voluntary organizations conducting activities in the field of migration and refugees; and

(11) that the Committee will examine the need for its continuing existence beyond a twelve-month period.

D. GOEDKEURING

Het Statuut behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 64, eerste lid, j^o artikel 60, lid 2, der Grondwet alvorens te kunnen worden aanvaard.

F. TOETREDING

Toetreding tot (aanvaarding van) het Statuut is voorzien in artikel 33.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Statuut zullen in werking treden op de dag van de eerste bijeenkomst van de Commissie, nadat aan de in artikel 33 genoemde voorwaarden is voldaan.

J. GEGEVENS

De Regeringen der volgende landen zijn lid van de in de aanhef en in de artikelen 2 (*a*), 33 en 34 van het Statuut bedoelde (voorlopige) Intergouvernementele Commissie voor Europese Migratie: Amerika, Argentinië, Australië, België, Brazilië, Canada, Chili, Columbia, Costa Rica, Denemarken, Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Griekenland, Israël, Italië, Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Oostenrijk, Paraguay, Uruguay, Venezuela, Zweden en Zwitserland.

Voor het in artikel 30 genoemde Statuut van het Internationaal Gerechtshof d.d. 26 Juni 1945 zie *Stb.* F 321 (bl. 80); zie ook *Trb.* 1951, 90 en 1952, 9 en 1953, 57.

Voor het Statuut van de Internationale Vluchtelingenorganisatie d.d. 15 September 1946, naar welke organisatie in § 3, *b* en *c*, van de Bijlage wordt verwezen, zie *Stb.* I 499.

De Commissie heeft 19 October 1953 een aantal resoluties aangenomen, waarvan de Nos. 56, 57 en 58 in Engelse tekst hieronder volgen:

Resolution No. 56

Resolution on the Constitution of the Intergovernmental Committee for European Migration

(Adopted at the 59th Meeting, 19 October 1953)

The Intergovernmental Committee for European Migration

Considering

that, under the terms of its Resolution No. 31, a draft Constitution has been examined at its Fifth and Sixth Sessions and that, after a study of the observations and proposals submitted by the Member

Governments, certain other governments and the international, governmental and non-governmental organizations concerned with migration and refugees, the Constitution attached to the present Resolution has been prepared,

Resolves

to recommend to Member Governments to accept this Constitution and to notify the Director of their acceptance at the earliest possible date,

Requests the Director

to transmit the present resolution to Member Governments and to governments which might adhere to the Committee.

Resolution No. 57

Resolution concerning the coming into force of the Constitution

(Adopted at the 59th Meeting, 19 October 1953)

The Intergovernmental Committee for European Migration

In view of Article 33 of the Constitution, under the terms of which the said Constitution shall come into force for those Member Governments of the Intergovernmental Committee for European Migration which have accepted it, in accordance with their respective constitutional processes, at the first Committee Meeting after:

(a) at least two-thirds of the Members of the Committee, and

(b) a number of Members, representing at least 75 % of the contributions to the administrative part of the budget, shall have communicated to the Director their acceptance of this Constitution,

Resolves

to hold a session within ninety days of the Director's having received the notifications as laid down in this Article.

Resolution No. 58

Resolution on the admission of new members

(Adopted at the 59th Meeting, 19 October 1953)

The Intergovernmental Committee for European Migration

Considering

that, pending the coming into force of the Constitution, there should be applied at once certain principles set out in Article 2 (b) of the Constitution regarding the admission of new Members,

Resolves

that Governments with a demonstrated interest in the principle of the free movement of persons which undertake to make a financial contribution at least to the administrative requirements of the Committee, the amount of which will be agreed to by the Committee and by the Governments concerned, may become Members of the Committee subject to a two-thirds majority vote of the members of the Committee.

Uitgegeven de *een en twintigste* December 1953.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.